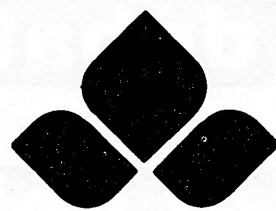


royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

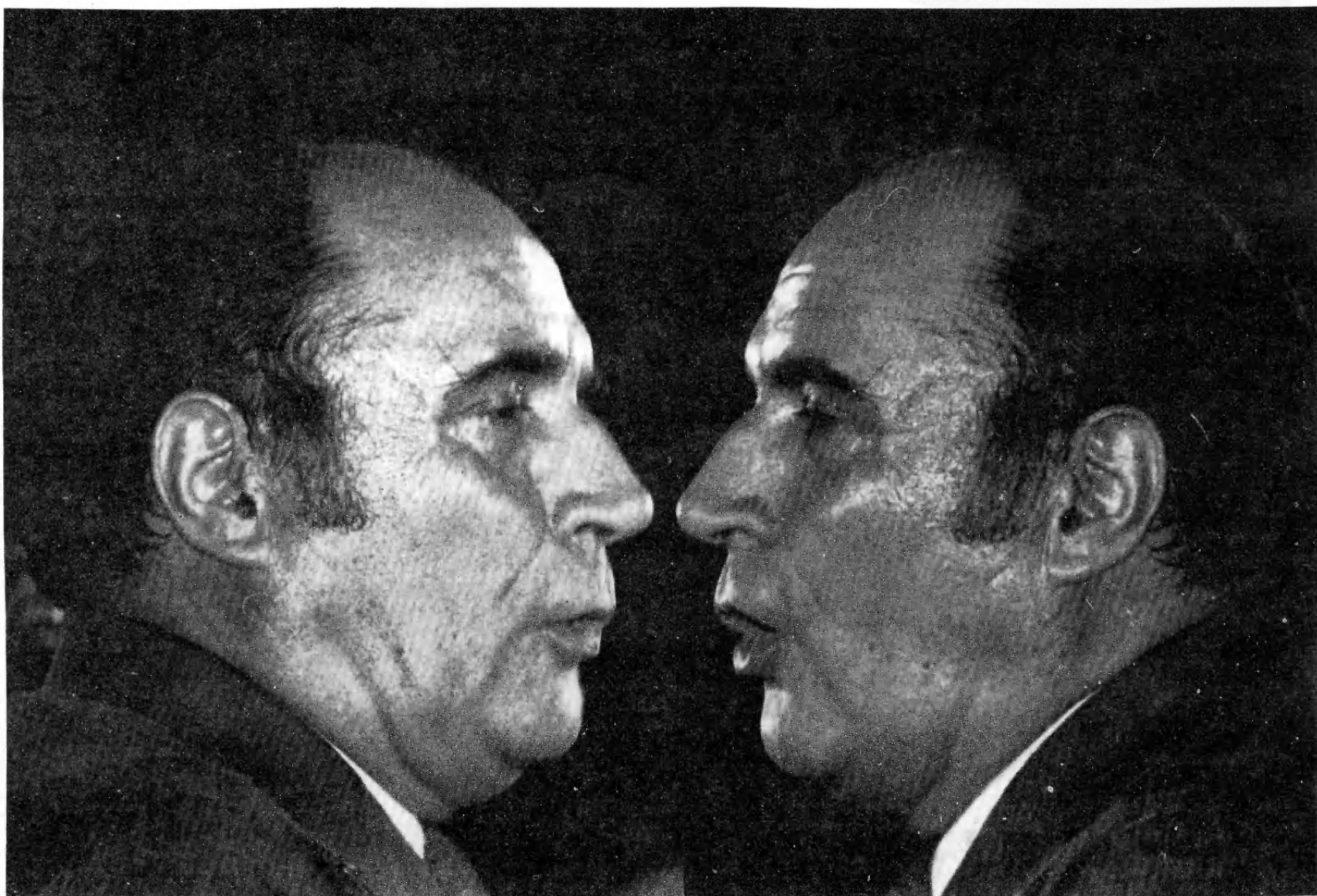


la dernière chance

**le président
face à lui-même**

M 2242 - 385 - 6 F DU 23 JUIN AU 6 JUILLET 1983 - 13ème année - N° 385 - 6 F

M 2242 - 385 - 6 F



débats

et polémiques

Des royalistes parlent ...

« Lecteur assidu de « Royaliste », je suis très souvent frappé par le sérieux des analyses qui y sont faites. J'ai cependant trouvé dans votre article « SS 20 contre Pershing II » une assertion qui me semble mal fondée ... »

« La légèreté avec laquelle vous avez traité le problème de la dévaluation du franc de 20% dans « Royaliste » m'a quelque peu déçu... »

« Certains termes de l'éditorial de Bertrand Renouvin me semblent ... contestables. A vouloir s'impliquer aux côtés de ceux qui, par essence, sont fort éloignés de nos principes, ne risque-t-on pas de perdre son identité ? »

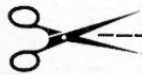
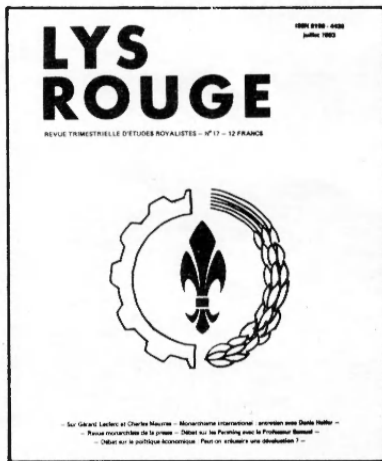
« L'article de Gérard Leclerc m'a passionné (...) Mais il m'a, sur plusieurs points, mis dans la gêne. (...) Gérard Leclerc ira beaucoup plus loin le jour où il fera sa « déboutangisation ».

... aux royalistes.

Voici quatre extraits de lettres que l'on peut lire intégralement dans le « Lys Rouge ». Il y en a bien d'autres, et des articles contradictoires qui nourrissent de nombreux débats, sur le royalisme, l'économie, la défense nationale, etc. A chacun nous apportons une réponse, et rassurez-vous, une réponse souvent tout aussi vigoureuse que la critique. Cela vous intéresse-t-il de savoir quelles sont les critiques que nous affrontons, les réponses que nous y apportons ? Si oui, abonnez-vous au « Lys Rouge », revue trimestrielle d'études et de débats royalistes.

SOMMAIRE DU NUMÉRO 17 juillet 1983

« Sur G. Leclerc et Ch. Maurras » - Monarchisme international : « entretien avec Denis Helfer » - « Revue monarchiste de la presse » - « Débat sur les Pershing avec le Pr. Samuel » - « Débat sur la politique économique : peut-on « réussir » une dévaluation ? » « La bourse aux livres d'occasion ».



BULLETIN D'ABONNEMENT AU LYS ROUGE

Nom/Prénom :

Adresse :

s'abonne au « Lys Rouge » pour 4 numéros et verse pour cela (abonnement normal : 40 F) - (abonnement de soutien : 60 F) à l'ordre de « Royaliste » CCP 18 104 06 N Paris

NATION FRANÇAISE

police : le gâchis

L'affaire du double assassinat de l'avenue Trudaine est devenue politique au plus mauvais sens du terme. Personne n'en tirera le profit escompté.

Le scandale de la perquisition truquée chez les « Irlandais de Vincennes » montrait qu'une police contrainte d'exercer ses fonctions dans un climat excessivement tendu, sous la pression d'une opinion publique veule et manipulée, et d'une hiérarchie désarmée, était dangereuse.

Le double assassinat de l'avenue Trudaine vient de démontrer qu'il est d'abord dangereux d'être policier et aurait dû forcer le respect pour ces hommes et ces femmes qui acceptent, pour la protection de tous, qu'un uniforme voyant les désigne aux tueurs. L'émotion provoquée par ces

morts aurait pu conduire à un moment d'unanimité, laisser s'exprimer des sentiments élevés, être le départ d'une nouvelle façon de voir la police qui, mieux que toute réforme, répondrait au malaise profond de ces fonctionnaires mal aimés.

Au lieu de cela : la plus vile récupération corporatiste et d'extrême-droite s'est déchaînée. En retour les insultes ont fusé. J.-F. Khan, violent apôtre de la modération, s'écriant « salopards » à l'adresse de ceux qui battaient le cadavre pendant qu'il était encore chaud.

chirac et la morale

Décidément, M. Chirac excelle dans tous les rôles : tombeur de Giscard d'Estaing (il ne faudrait tout de même pas l'oublier) voici le porte parole de la droite dite nationale qui se transforme en apôtre fervent de la construction européenne.

Le chef du R.P.R. a certainement oublié le temps où il dénonçait le « parti de l'étranger ». Mais la constance du projet et la fermeté des convictions ne sont probablement pas nécessaires à la réussite.

Faut-il se donner la peine d'analyser le rapport de M. Chirac devant le Comité central de son parti ? L'écœurante démagogie qui perce sous l'affligeante banalité du propos décourage le commentaire : une pauvre salade libérale, « anti-marxiste » bien entendu, vaguement atlantiste et pieusement « communautaire » a été servie sans rire au brave peuple militant. Pourquoi se gêner, puisque « Jacques » se bat comme un lion contre les « socialo-communistes » ? Trois remarques cependant :

— Il était hasardeux de considérer le R.P.R. comme l'héritier du gaullisme. De toute évidence, c'est devenu indécemment.

— Il était contestable de prêter au R.P.R. l'esquisse d'une pensée économique : une telle supposition est désormais comique.

— Il était possible cependant d'accorder au R.P.R. un minimum de bonne foi : suspecter l'actuel gouvernement de tentations protectionnistes est tout de même extravagant.

Mais à quoi bon s'énervier ? Il est clair que M. Chirac se moque de l'Europe comme de sa première signature au bas d'un manifeste politique : pour lui, l'important est de faire le maximum de voix aux prochaines élections européennes pour embêter le gouvernement. Ce qui l'autorise à dire et à faire n'importe quoi. Ce qui ne l'empêche pas d'exalter la « renaissance morale » des peuples européens. Ça ne coûte rien, et ça peut rapporter gros.

Régine JUDICIS

Le «syndrome chilien» secoua la gauche même si, au fond, personne n'y croyait car, depuis quelques temps, la France est trop habituée aux excès des diverses revendications corporatistes pour ne plus en prendre aucune réellement au sérieux.

L'Etat a-t-il été atteint au cœur par cette affaire ? L'avenir le dira. Reste pour l'instant à savoir ce que les policiers ont voulu exprimer, en dehors - pour certains - d'une pure opinion politique. J.-M. Belorgey, député socialiste, auteur d'un rapport parlementaire sur la police, répète à l'envi que «les policiers n'ont pas été écoutés». Il regrette que les réformes qu'il a proposées n'aient pas été appliquées : «*Les unes d'ordre législatif ou budgétaire : il faudrait amorcer l'extension de la qualification d'OPJ ou d'APJ qui permettrait à la fois de revaloriser la fonction d'un certain nombre de policiers, de mettre plus de monde sur le terrain aux enquêtes permettant d'élucider un certain nombre de délits; ça c'est une réforme souhaitée depuis longtemps par les policiers et qui peut donner un appel d'air.*

Il faudrait ensuite, mais je ne suis pas sûr que le gouvernement ait une position à ce sujet, regarder d'un peu près comment engager une restructuration des corps de police, de façon à éviter qu'à l'intérieur de la police persistent des rivalités. Il faudrait dégager un peu de moyens pour faire un plan d'équipement en locaux et en matériel.

Le deuxième terrain : mener vraiment à bien, au jour le jour, tout ce qu'on a proposé sur la décharge des services de police de tout un tas de tâches indues.

Et puis il y a un troisième terrain qui est avoir un discours nouveau sur la police qui fasse apparaître à la fois la fonction de police comme nécessaire, comme légitime, mais comme une fonction parmi d'autres. (Le Matin, 8 juin 1983).

Et sur ce dernier point, il faut dire que la droite a autant de responsabilités que les dirigeants actuels. Sans oublier que les politiques de Marcellin et Poniatowski, ont provoqué des réflexes antipolice qui demeurent, et qui parfois empêchent un travail efficace - ainsi dans le métro parisien, où



une fonction policière à redéfinir

les gens ont vu trop d'excès d'injustice lors des contrôles d'identité «systématiques» pour ne pas se méfier quand on arrête un jeune maghrébin. Les récentes déclarations d'un Peyrefitte indiquent assez que la droite n'a rien appris, rien oublié.

Par ailleurs les polémiques contre le Garde des Sceaux prennent un caractère odieux, tout en détournant l'attention des problèmes centraux. Une maigre satisfaction tout de même : les tenants

de la peine de mort se sont «ramassés» au vu des statistiques récentes concernant notamment les assassinats de policiers, et ont été contraints de baisser un peu la voix.

La mort des deux policiers de l'avenue Trudaine aura décidé-ment été l'occasion pour la stupidité et l'abjection de beaucoup de se montrer au grand jour. Quel gâchis.

Frédéric AIMARD



minorités politiques

Les minorités extra-parlementaires se portent mal et les appareils électoralistes ne se sentent pas bien. Comment exprimer aujourd'hui un souci politique ?

Le mois dernier a vu s'activer les méconnus de la société politique, ceux que néglige à tort la presse audio-visuelle : congrès de la Fédération anarchiste, nouvelle tentative d'unification chez les écologistes, fête annuelle de la L.C.R.-L.O., violences d'extrême-droite au Quartier latin. La télévision nous rappelle par moment leur existence : Jean-Marie Le Pen dans une manifestation de poli-

ciers, une «brève» sur un propos d'Alain Krivine. Ils sont pourtant des milliers à entrer en politique par la petite porte, hors du champ des autres grands partis politiques établis. Le discours sur les minorités agissantes a eu son heure de gloire, il y a une dizaine d'années de cela. Les extrêmes faisaient à l'époque recette. Le bon vieux temps, diront certains, à droite comme à gauche. Un temps qui

a connu ses tares : prêche fanatique, langue obscure, autoritarisme du groupe. L'ardeur militante s'est refroidie au contact de la crise et des rudes réalités du monde. L'extrême-gauche, si florissante bat de l'aile, même si la colombe du pacifisme lui redonne quelque altitude.

Le déclin des uns ne conforte pas la position des autres. Discredités aux yeux d'une bonne partie de l'opinion, les partis politiques se bornent à râcler les fonds de tiroirs de leur idéologie respective, en quête d'un impossible projet. Beaucoup de vent, trop peu de souffle. Les structures des appareils tournent à vide, impuissantes à contenir un électorat désormais fluctuant. La faillite du P.C.F. le démontre avec éclat.

Les minorités souffrent de la marginalité qui leur est imposée. La dérive électoraliste, la tentation politicienne ne sont pas leur fait, faute de moyens puissants. Le mal inhérent aux formations extra-parlementaires provient plutôt de cet insatiable besoin de se jouer le «groupuscule des dieux», infantile régression vers le «groupe en fusion», véritable fœtus social, où l'on cultive le purisme idéologique, la virginité du dogme, l'authenticité du verbe. Les gens de la secte cherchent la quiétude en agitant toujours plus la peur : peur

d'être récupéré, peur de se compromettre, peur d'y laisser son âme, peur de l'échec, peur de la vie. Alors on ne réfléchit plus, on n'agit pas, mais on cause. La langue de bois comme échappatoire, le reniement de toute politique vraie qui n'a d'origine et de légitimité que dans les luttes quotidiennes, les services rendus, l'action dans la cité. «Elections, pièges à cons» ? S'il s'agit d'avancer que les injustices sociales, la crise économique, le projet de société ne trouveront aucune résolution pertinente d'une confrontation électorale, j'approuve; s'il s'agit de nier le principe du suffrage universel, de dénier toute valeur aux élections, je fuis ce puritanisme qui favorisera un jour ou l'autre la perversité.

L'action politique est une démarche personnelle se prolongeant dans une aventure collective, celle d'un mouvement politique s'essayant à créer une mouvance qui popularisera dans l'opinion son projet. Le chemin est moins malaisé qu'il n'y paraît : bien malin qui pouvait imaginer que la Vème République, pensant vivre éternellement sur la bipolarité gaullisme-communisme, enfanterait le libéralisme giscardien dans les années 70 et le socialisme démocratique dans les années 80 !

E.M.

pacifisme :

les imbéciles et les malins

« Les pacifistes sont ou des imbéciles qui ignorent les lois élémentaires ou des malins qui font de la démagogie et vivent dans leurs mensonges ». Ce jugement de Georges Sorel datant de 1913 vaut-il pour 1983 ?

Le bois de Vincennes était plus malfamé qu'à l'ordinaire, ce 19 juin. Plusieurs milliers de pacifiste y campait pour une grande bouffe, une lente déglutition des thèses pacifistes, avec au final un rot fraternel au nez menaçant des fusées américaines. Encore que parler de « thèses » surestime l'entreprise; les vagues slogans retenus sont édifiants sur la volonté d'abêtissement. « J'aime la vie », qui soutiendrait le contraire ? « J'aime la paix », voilà qui devrait permettre sans difficulté l'union sacrée.

Le ciel bleu, seulement troublé par quelques nuages rappelant le champignon atomique, reflétait à vrai dire l'esprit du troupeau : le refus à tête de bœuf des armes nucléaires, la solide assurance d'avoir en poche la conscience universelle, l'absence de doutes, d'incertitudes tragiques, un bleu lumineux, sans interrogations ni états d'âme, vers où s'élèveront aiant de baudruches que de participants, happées par l'azur trompeur des intentions pures, lors du lâcher de ballons de clôture. Cessons l'ironie facile, mais il faut bien juger en politique.

Les pacifistes sont, en fin de compte, pour l'immense majorité, ni de lâches capitulards, ni des valets de Moscou. De simples braves gens qui accourent, le soleil et Catherine Ribero aidant, lorsqu'une valeur encore sûre, la paix, est au programme d'une grand-messe. Qui oserait avilir la noble idée de paix ? Le plus faché de nos militaristes ne s'y prêterait pas. Le pacifisme de cette extraction, réaction épidermique plus qu'engagement réfléchi, ignore les dédales stratégiques. Le calcul des rapports de forces lui paraît vain et dérisoire. Pour la paix, contre la guerre, un point c'est tout. Et c'est trop peu pour le pacifiste s'appuyant sur un idéal philosophique. Le pacifisme en ce deuxième sens ne date pas des dernières années : il est la forme per-

manente d'un certain anarchisme, concevant une organisation autre de la société, par un homme rendu à sa bonté originelle. Démarche intellectuelle qui mérite le respect et l'attention, comme cette dernière sensibilité, également présente à la Fête pour la Paix, côté organisateurs : le pacifisme au service d'une stratégie non obligatoirement pacifiste.

Chacun sait, cela dit d'ailleurs sans reproche, que le Mouvement de la Paix est proche du P.C.F. et que ce parti n'a pas ménagé ses efforts pour la bonne tenue et la réussite de la journée. Les principaux dirigeants du P.C.F. participaient à la manifestation. Le Parti communiste n'est pas particulièrement dépositaire d'une doctrine pacifiste, mais le sens qu'il donne au mot rejoint la réflexion de Lénine : « Le mot d'ordre n'est point point : désarmement universel, mais désarmement de la bourgeoisie et armement du prolétariat ». Rayez les mentions par trop idéologiques et remplacez par des expressions plus éclairantes : dans l'ordre, pays membres de l'Alliance atlantique, nations du Pacte de Varsovie. D'où la lutte absolue contre l'installation des nouveaux



des slogans attrape-tout

missiles américains qui empêcheraient la neutralisation de l'Europe bien utile à long terme aux Soviétiques.

L'hebdomadaire communiste « Révolution » (3 au 9 juin), dans son appel, p. 17, à se rendre au bois, évoque sans détour le fin mot du formidable enjeu : refuser les Pershing et les Cruise. Pas une fois, et en toute logique, l'on n'évoque les SS 20. L'appel des cent lui-même, composé de personnalités disparates, n'invite à la Fête pour la Paix qu'en termes imprécis, où chacun trouve son compte. La paix, ce serait tellement chouette, la guerre c'est si moche, voilà grossièrement tracé le fond du message.

Et voilà en conséquence l'insupportable malentendu, l'inacceptable confusion qui en découle : que la raison des uns veuille maintenir le déséquilibre nucléaire tactique en Europe, c'est, si j'ose dire, de bonne guerre, que le cœur des autres fasse de la paix une considération emprunte de religiosité, sans intégrer les données politiques, diplomatiques, militaires, c'est leur droit le plus strict. Mais que les seconds se précipitent dans les bras des pre-

miers sans saisir l'incongruité des fiançailles dépasse l'entendement. Qu'il y a-t-il de commun entre la jeune contestataire antimilitariste non-violente, le père de famille qui peste furibard contre « la bombe atomique » et le vieux routier du stalinisme, soutien invétéré de régimes militaro-industriels, de l'impérialisme en Pologne et Afghanistan ?

Le pacifisme allemand est si non légitime, du moins compréhensible : un peuple, hier frappé par le sceau du nazisme, devant aujourd'hui son existence aux Etats-Unis, divisé par l'Histoire et offert aux premières salves d'un éventuel conflit nucléaire, exprime son destin impossible par un pacifisme souvent violent, sans commune mesure avec le pique-nique attractif de Vincennes. Le pacifisme israélien ne ressemble pas non plus au nôtre : après le massacre de Sabra et Chatila, il a mobilisé une foule immense, jamais vue en Israël, exprimant une option politique sur un sujet déterminé, à l'instant où coulait le sang. Il était hors de question à cette heure dramatique de festoyer ou de disserter sur du vent.

Sans abuser d'une comparaison nécessairement partielle, les années 30 offrent matière à réflexion, où le pacifisme a eu sa responsabilité dans l'asservissement de l'Europe : « J'aime mieux être Allemand vivant que Français mort » écrivait Jean Giono en 1935 et Jean Mathé, homme de gauche : « plutôt la servitude que la guerre », slogans à la tonalité étrangement moderne. Nombre de pacifistes trouveront un second souffle à Vichy. Ainsi, nous ne pouvons répondre d'un pacifisme sans conscience politique, ignorant les droits de l'homme, l'indépendance des peuples, et dont il faut attendre à coup sûr les pires dérives.

Emmanuel MOUSSET



de curieux pacifistes !

grande-bretagne :

une trop belle victoire

La victoire électorale de Mme Thatcher a été saluée comme un gage de solidité de la défense occidentale par Washington, tandis qu'à Moscou l'agence Tass, reprenant la déclaration de M. Michael Foot, pense qu'il s'agit d'une «tragédie pour la Grande-Bretagne». Il n'est pas impossible que les deux affirmations soient vraies.

Cependant, la première nous concernant plus directement, nous nous féliciterons de la victoire des conservateurs, d'ailleurs prévue par tous les sondages. Le parti travailliste avait tout fait pour effrayer ses électeurs notamment avec son programme, «The New Hope for Britain», rempli de promesses coûteuses et/ou déplorables (une augmentation «massive» des dépenses publiques, politique de défense non-nucléaires, retrait de la Communauté Européenne, etc.). Jusqu'à fin mai, les travaillistes avaient concentré leurs efforts sur les problèmes de défense, mais des divergences de vues profondes entre M. Foot, en faveur d'une politique de désarmement unilatéral, et MM. Denis Healey, le chef du groupe parlementaire du parti, opposé, lui, aux unilatéralistes, et James Callaghan, l'ancien premier ministre n'avaient guère redoré l'image du Labour.

Puis, début juin, leur campagne s'était axée sur les problèmes du

chômage - rappelons que les chiffres publiés tout récemment indiquent une baisse du nombre des chômeurs, leur nombre s'élevant maintenant à un peu plus de 3 millions, ceci parce qu'un certain nombre de personnes de plus de 60 ans ayant désormais disparu des listes de statistiques, ne sont plus considérées comme des chômeurs - mais, dans ce domaine pourtant prometteur pour tout parti d'opposition, les résultats enregistrés par les travaillistes ne furent pas à la mesure de leurs espoirs. «The Economist» (4-10 juin) révélait que 59% des sans-emploi considéraient le problème du chômage comme le thème principal de cette campagne (le chiffre est de 49% pour l'ensemble de l'électorat), mais 62% étaient d'accord pour déclarer qu'il n'était pas possible de réduire le nombre des chômeurs de façon conséquente sans accélérer le taux d'inflation (même chiffre que pour l'ensemble de l'électorat). Plus significatif encore, 71% des chômeurs (81% de l'électorat dans sa totalité) déclaraient en outre que, quelque soit le parti au pouvoir, le nombre des chômeurs dépasserait constamment le chiffre de 2 millions durant les années 80.

Et c'est dans ce fatalisme que Mme Thatcher a réussi à imposer à son peuple que le terme de «tragédie» trouve sans doute sa justification.

Les conservateurs ont, centré leur campagne principalement sur une attaque du programme électoral travailliste, et sur l'exploitation des faiblesses et des dissensions de leurs adversaires. La rencontre de Williamsburg a renforcé l'image de marque de Mme Thatcher et de sa



nouveau bail de cinq ans pour Mme Thatcher

politique économique et financière. Le seul souci des conservateurs résidait dans ce que l'on appelle outre-manche le «tactical vote» qui, craignaient-ils, pouvait les empêcher d'obtenir la majorité absolue au Parlement. La remontée de l'Alliance dont témoignaient les sondages, quelques jours avant que les Britanniques ne se rendent aux urnes a conduit Mme Thatcher à faire porter ses critiques sur les propositions électorales de l'Alliance. Les enquêtes sur les intentions de vote effectuées à titre privé par le parti conservateur démontraient en effet que 40% des personnes qui annonçaient leur intention de voter Tory le feraient parcequ'ils étaient avant tout anti-travaillistes, plutôt que pour exprimer leur soutien au programme des conservateurs. Cet électoral-là pouvait être particulièrement tenté de voter «tactiquement» le 9 juin pour les candidats de l'Alliance. Le dernier sondage MORI («Sunday Times» 5 juin) mettait les conservateurs en tête avec 45% des voix, les travaillistes en seconde position avec 28%, et l'Alliance SDP/Libéraux obtenant 25% des intentions de vote. Craignant un raz de marée «bleu», Hugo Young, le «political editor» du «Sunday Times» - dont les vues ne correspondent pas à celle du propriétaire, M. Rupert Murdoch, nettement conservateur - conseillait de réélire tous ceux qui, chez les conservateurs, ou dans l'opposition, seraient à même de faire entendre leur avis, et de s'élever avec quelque chance de succès contre Mme Thatcher au Parlement. Le pays est menacé, poursuivait Hugo Young, d'être gouverné par «des hommes sans relief et sans grand talent, menés par un chef charismatique mais

fanatique («zealot»). L'éditorial - même son de cloche dans «The Economist» (4-10 juin) - se déclarait partisan du «vote tactique» au profit de l'Alliance.

Las ! Les effets «pervers» bien connus du mode de scrutin britannique devaient réduire à néant ces calculs tactiques. Avec environ 26% des suffrages l'Alliance se trouve laminée (en nombre de sièges) derrière le parti travailliste qui se maintient à 29%. Mieux, le succès relatif des libéraux peut être considéré comme le principal responsable du caractère écrasant de la victoire des conservateurs ! Ce qui explique les accusations très dures lancées par certains travaillistes pour qui «les renégats qui ont créé le parti social-démocrate ont fait du tort à la démocratie» (M. Healey dixit).

Si les libéraux sont très perplexes sur leurs chances d'avenir, les travaillistes savent, eux, qu'ils ne sont pas près de se relever de pareille défaite. Dès avant le 9 juin Labroke's (l'un des bookmakers bien connu des parieurs) ouvrait les paris sur la succession de son leader Michael Foot, qui s'annonce particulièrement difficile... Quant à l'extrême-gauche, qui à force de noyautage, de magouilles et de sectarisme a entraîné les travaillistes vers ces abîmes, elle ne relèvera pas non plus la tête de sitôt et en est réduit à envisager une opposition extra-parlementaire.

Mme Thatcher a décidéement les mains libres pour mener la politique ultra-libérale de ses rêves. Mais, si elle se laisse par trop griser par ses succès, on peut dès aujourd'hui lui prédire, à elle aussi, des lendemains qui déchantent.

Sylvie FERNOY
documentation : D. Singleton



travaillistes : un suicide politique

Le 25ème anniversaire de la Constitution de 1958 approche. L'opposition réclame à cor et à cri des élections anticipées. Le Grand Orient de France vient de consacrer un colloque pour réclamer une révision constitutionnelle. Trois raisons pour nous de poursuivre notre réflexion sur les institutions actuelles de la France.

Sylvie Fernoy évoque ici les scénarios possibles au cas où une majorité de droite parviendrait à la chambre. Quant à notre ami Bertrand Fessard de Foucault, il nous offre une nouvelle approche et de nouveaux arguments en faveur de l'hérédité qui paracheverait l'œuvre constitutionnelle du général de Gaulle.

scénarios

Après ce printemps agité, qui ne prévoit un automne chaud ? Non pas la traditionnelle « rentrée sociale » mais bien pire : chacun s'attend à une véritable catastrophe et, à l'exemple de Giscard d'Estaing, beaucoup fabriquent leurs petits scénarios.

Explosion de mécontentement des salariés ? Paralyse du pays ? Menées factieuses ? Effondrement brutal du régime ? Nul ne peut prévoir. Mais il est vrai que, de grèves en révoltes, de manifestations en barricades, de mécontentements corporatifs en débordements policiers, nous avons un échantillon assez complet de réactions qui, si elles se confondaient, provoqueraient un inquiétant désordre.

De son côté, l'opposition « nationale » qui jure son attachement à la légalité, poursuit son travail de harcèlement : un jour elle exige la démission de tel ministre, le lendemain elle demande un référendum (non constitutionnel) sur la politique économique, avant d'évoquer une nouvelle fois la nécessité d'élections anticipées. Le choix des coups est judicieux : les désordres dans la rue - à moins qu'ils ne deviennent considérables - et les cris de l'opposition ne peuvent rien changer tant que les institutions ne sont pas ébranlées. Or, pour le moment, elles représentent ce qu'il y a de plus solide dans la nation : importants pouvoirs de l'exécutif, gouvernement appuyé sur une large majorité, l'Etat peut tenir son cap contre vents et marées.

Dans ces conditions, le Président de la République n'a aucun intérêt à prononcer une dissolution de l'Assemblée puisque des élections anticipées le placeraient immédiatement dans la situation qu'il a toutes les chances de connaître en 1986. Dans le cas d'une victoire, aujourd'hui probable, de la droite, les institutions de la Vème République se trouveraient sérieusement ébranlées à moins que la pratique institutionnelle ne soit modifiée. Deux hypothèses peuvent être en effet avancées :

— **Celle du conflit ouvert** : si une Assemblée de droite est élue, il serait impossible de maintenir un gouvernement et un premier ministre de gauche puisqu'ils seraient victimes d'une motion de censure. Or le choix d'un chef de gouvernement de droite ouvrirait un conflit très dur dès lors que le Président manifesterait la volonté de continuer à exercer son pouvoir : l'article 20 dit en effet que le gouvernement « détermine et conduit la politique de la nation ». Faute de pouvoir le renvoyer, faute de pouvoir s'imposer à lui, le Président serait obligé de prononcer une nouvelle dissolution (avec le risque de désaveu que ce procédé comporte) ou bien de démissionner et de tenter à nouveau sa chance.

— **Celle du retrait présidentiel** : face à une Assemblée et à un gouvernement de droite, le Président peut aussi s'incliner et laisser le Premier Ministre agir selon l'article 20, en se contentant pour sa part d'inaugurer les chrysanthèmes. Ce faisant il se sauve, mais accepte une modification importante dans les rapports de force à l'intérieur du pouvoir exécutif : l'interprétation « présidentielle » de la Constitution n'est possible que si la majorité parlementaire coïncide avec la majorité présidentielle.

Conclusion : la Constitution actuelle, dont on célébrera en septembre prochain le vingt-cinquième anniversaire, a l'avantage d'une certaine souplesse. L'inconvénient est qu'elle peut aussi devenir un composé instable en cas de retournement du corps électoral pendant le septennat. Parce qu'il est l' élu des uns contre les autres, le Président est très fragile si un tel retournement se produit. C'est ce que l'opposition a bien compris, et c'est la raison pour laquelle le R.P.R. et les giscardiens cherchent par tous les moyens à déstabiliser le Président. Jeu dangereux, qu'ils n'arrêteraient pas nécessairement s'ils revenaient au pouvoir car l'électorat peut prendre goût au massacre permanent.

S. F.



Les constitutions impériales repoussé par référendum en a du Chef de l'Etat sur proposition le régime adoptif permettant d en situation du pouvoir sous le prince. Et les Capétiens pendant dèrent pas autrement.

Le prince était César du temps de l'Auguste, aura été Premier ministre sous le règne finissant à son terme du général de Gaulle. Nos Napoléons n'avaient rétabli l'hérédité que dans la lettre, pas dans le fait, puisque il fallut les plébiscites de 1804 et de 1852 pour établir l'Empire et celui de 1815 pour le restaurer, et qu'en cas d'extinction de la postérité directe du monarque on revenait au système de 1848 d'élection au suffrage direct et de responsabilité populaire. La question de l'automne 1873 fut celle-là : l'Assemblée Nationale, comme en 1814 le Sénat Impérial, rappelait au trône le chef de la Maison de France, mais conditionnellement : Louis XVIII avait les moyens et la conjoncture de presque tout éluder, ce à quoi il parvint, le comte de Chambord n'avait que celui de maintenir le principe de l'Hérédité contre l'élection discrétionnaire du Chef de l'Etat par les Chambres, l'affaire du drapeau ne fut pas de couleur, mais l'illustration de cette totale divergence sur l'origine du pouvoir royal.

L'hérédité n'émancipe le roi des circonstances et des partis que quand elle est admise par tous, ce qui n'est l'œuvre que des siècles ou d'une conjoncture exception-



de l'ancienne Rome et le projet d'avril 1969 prévoyait l'élection d'un de ses prédécesseurs : c'était d'écarter l'homme et de le mettre au régime de son tuteur, de le faire et les premiers règnes ne procé-

nelle de dangers et de conscience civique. Peut-être l'Espagne d'après Franco, mais on est loin encore de la succession, et l'Espagne n'est pas la France. Il faut au contraire penser que la Maison de France peut s'imposer aux esprits par l'indépendance de son chef, et l'autonomie absolue de l'origine de son prestige, mais que la succession se déroulant dans des circonstances fort différentes peut-être de celles ayant assuré la restauration, l'hérédité serait peut-être plus occasion de faiblesse, de discussion, que de force. L'argument de l'hérédité doit donc être posé aujourd'hui autrement que par le passé.

Il est d'abord celui de la continuité par la mise hors du commun et de la compétition. Les brigues éventuelles sont une mise en cause du régime ou ne peuvent éclater qu'au moment précis de la succession. C'est une force pour le prince régnant, absolument premier dans l'ordre public tel qu'il est - par hypothèse établi. Alors que le droit actuel, depuis qu'a été montrée l'extrême difficulté pour le Président de maintenir et d'élargir dès le premier tour sa réélection la majorité qui s'était formée sur son nom sept ans auparavant, seulement au second tour, - met

l'hérédité et la république

automatiquement le Chef de l'Etat en situation successives et solitaires de candidat à la prochaine élection présidentielle ou d'indifférence relative aux candidatures législatives ou municipales de ses amis. Ainsi indépendant son règne durant, dispensé de se préoccuper de son sort personnel, le roi a toute liberté pour balancer ou maintenir le verdict du suffrage universel, pour recuter les hommes. Il peut ne prendre que le meilleur en tous domaines. En tous cas, même médiocre le prince assure - toute la durée de son règne - une certaine continuité de la geste publique, empêche les revanches ou les écarts trop personnels quand l'exécutif proprement quotidien change de main. L'article 5 de la Constitution actuelle prend son plein sens.

L'hérédité était aussi - dans le raisonnement en faveur de la monarchie depuis que celle-ci n'est plus chez nous - une analogie avec la structure familiale qui détermine toute société humaine. L'argument doit être affiné puisqu'aujourd'hui la transmission des biens, la cohabitation et la succession de générations, l'esprit de famille sont plus malaisés à définir et à pratiquer, - que le sens du temps, de la postérité n'est plus le même. L'hérédité ne s'inscrirait plus dans un ensemble social et même politique où les choses et les talents s'héritent, les places aussi. L'hérédité du trône ne peut plus s'argumenter en termes de legs d'un bien, de transmission d'une carte chromosomique. Tout notre système - qu'on le déplore ou qu'on s'en réjouisse - tend au contraire à des égalités de chance, à des réductions d'injustice, à des corrections du hasard, à un droit de la communauté supérieur non seulement à l'individu mais à la famille. Et le sens commun juge de même : l'union libre concurrence le mariage, le divorce multiplie les ayant-droits, la fiscalité rend la propriété seulement viagère et encore. L'hérédité vaut

autrement dans ce contexte : elle témoigne que l'héritage est désormais plus spirituel que matériel, plus consenti par la communauté qu'obligé par la biologie. L'hérédité, dépouillée de toute référence matérielle, sanguine, sociale même devient un principe d'accession et de durée au pouvoir ne valant que pour l'ordre public, hausse cet ordre à un degré spirituel qui vaut celui de nos plus anciens temps. On ne succède plus à son père ni dans les fermes ni dans les usines, ou si rarement aujourd'hui; qu'en travers de cette évolution, il soit décidé qu'on ne viendra au pouvoir qu'ainsi, met le pouvoir sur un tout autre plan. La monarchie héréditaire n'est plus analogue aux cellules économiques et sociales : elle devient exceptionnelle, et dans l'avenir de notre civilisation forcément psychologique et idéaliste après les excès de matérialisme dont nous sommes à deux doigts de mourir, cette exception vaut tous les autels et les sacres.

L'hérédité peut enfin se regarder comme la véritable République, puisqu'elle remet le suffrage universel à la place qu'il n'aurait jamais dû quitter. Au suffrage de proposer ou de décider sur des sujets, de trancher des questions, de faire partager, participer le grand nombre ou les usagers ou les intéressés ou les habitants à la préparation, à la discussion, au décret. Par contre, réduire le suffrage comme aujourd'hui à choisir entre des hommes et des femmes suivant les étiquettes, les recommandations ou les intérêts, suivant d'infinis préjugés et conditionnements, c'est piper tous les dés, car on ne tranche qu'implicitement en matière de programme, qu'allusivement en couleurs politiques, que fort peu le destin de la communauté qui vote. On voit bien qu'aujourd'hui que la décision d'une majorité de Français d'élire François Mitterrand valait pour les uns plébiscite de la réforme, et pour

les autres une économie de la révolution, pour les uns une consécration de l'union de la gauche, pour d'autres un renouveau civique, voire même gaulliste, pour d'autres encore un centrisme et un atlantisme que les incohérences du prédécesseur, élu aussi là-dessus, avait mis à mal. Mai 1981 a donné la responsabilité à un homme mais laisse ce dernier fort libre de son programme de la suite. L'hérédité au contraire permet que l'élection porte sur le programme et non plus sur les hommes, ceux-ci étant choisis le plus indépendamment possible des factions et en fonction précise de ces programmes. N'est-ce pas implicitement ce que dispose l'article 8 de notre Constitution sur le recrutement du Premier Ministre et des ministres, et par extension sur le choix de tous les détenteurs d'une parcelle de l'exécutif ? Et ce que commentait en janvier 1964 d'une manière si absolue le général de Gaulle, qui a toujours déclaré tenir son pouvoir sur les êtres et les choses par légitimité du 18 juin 1940, par autorité née, et seulement très exceptionnellement - lors de la brigue finale de Georges Pompidou - du mandat électoral reçu en 1965.

L'hérédité est le degré suprême de cet absolutisme, puisque les services rendus n'ont plus de racines dans les mentalités courantes d'aujourd'hui. Elle enregistre simplement le fait qu'il n'y a qu'une Maison de France quels qu'en ait été les heurs et les défaites, les fautes et les erreurs, les gloires aussi... Si absolue, l'hérédité qu'elle seule peut dispenser son détenteur de Verdun ou du 18 Juin, c'est-à-dire des circonstances qui seules dans notre histoire contemporaine ont valu plus qu'une élection pour asseoir une légitimité.

Bertrand FESSARD DE FOUCAULT

petit joseph

La famille Galloudec est communiste de père en fils. Tout ça n'empêche pas les sentiments du petit Joseph de s'épanouir...

... Petit Joseph qui est fils et petit fils de communistes : ses grands-parents, professeurs de lycée en banlieue parisienne, son père, ingénieur informaticien. Le livre est une lecture du temps par un petit garçon qui «né sur le pont qui saute la voie ferrée», compte les coups que se portent les adultes. Il commence par se décréter orphelin, sans passé. C'est avec ses grands-parents et ses tontons (des triplés farceurs) qu'il s'embarque pour de très longues, très grandes vacances. Les temps font irruption ici avec violence, toujours imposés par l'histoire (lecture des guides touristiques soit par de vagues réminiscences du marxisme, ou encore par l'école qui se rappelle au bon (mauvais) souvenir des enfants : devoirs dans la caravane. Tout cela répond peu à l'attente de l'enfant : «le voyage, l'inconnu, toutes les promesses». Le voyage débouche même sur la terreur lors de la visite à l'arrière-grand-mère : ses baisers ressemblent épouvantablement à une succion monstrueuse qui renvoie à l'origine, la lettre H : «le signe aspiré, le mystère de la lettre non prononcée, qui hante, qui est la première de toutes puisqu'elle fait respirer, elle happe l'air...» Le petit Joseph se défend tant bien que mal contre le temps des autres, plutôt bien au fond ; «ce voyage avait des allures d'inventaire» et encore : «le voyage fige la vie. Il en fait une caricature». Le seul moment où la

réalité surgit sans artifice intervient lors de la visite à un jeune oncle en cure de désintoxication ; la visite se passe très mal dans les insultes et les cris, et laisse les uns et les autres sans parole. Plus tard, dans la voiture, les enfants dorment, le petit Joseph surprend l'irruption de la tendresse entre ses grands-parents désarmés face à l'état de santé de leur fils : ils s'en remettent à leur bienveillance mutuelle. Les aventures du petit Joseph ne font que commencer : il va avoir une petite sœur, quelqu'un à qui parler, une intimité vraie. Enfin, le divorce de ses parents le laisse seul face à son père : «mon père n'acceptait aucun débordement. Un temps pour tout, tout le temps pour lui.»

L'écriture dense, concise et nerveuse de C. Donner saisit ces vies sans les figer, sans caricaturer ; elle secoue ces discours, ces temps, refusant de les réduire à une nécessité ; l'enfant a encore ce privilège de briser les déterminismes.

François DENOEL

Chris Donner -Petit Joseph- Fayard, Paris, 240 p. prix franco : 64 F.

NDLR C'est dans le cadre de nos «pages libres» que nous avons le plaisir d'accueillir aujourd'hui un nouveau collaborateur : François Denoël, l'un des animateurs de l'ISMEA, que nos lecteurs férus d'économie et qui suivent les travaux du professeur F. Perroux, connaissent bien.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, **sans engagement de ma part** une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

de la physique au politique

A lire la production courante, journalistique ou éditoriale, on a le sentiment que plus rien ne se passe dans le domaine de la réflexion politique fondamentale. La publication des actes du colloque de Cerisy sur l'auto-organisation montre qu'il s'agit là d'une fausse impression : en politique, comme en épistémologie il se passe des choses passionnantes.

Organisé par Jean-Pierre Dupuy et Paul Dumouchel, le colloque de Cerisy avait pour objectif de faire le point sur les théories de l'auto-organisation qui se développent depuis une dizaine d'années dans les différents domaines de la science (physico-chimie, biologie, cybernétique) et sur le plan politique. Tâche immense, manifestement réussie si l'on en juge par la qualité des communications et la densité des débats. Tâche périlleuse aussi, comme l'indiquaient



Jean-Pierre Dupuy

les organisateurs dans leur introduction au colloque : découvertes au début des années 1970, les théories scientifiques de l'auto-organisation ont été utilisées pour justifier des revendications autonomistes, écologistes ou autogestionnaires. Or la vieille volonté de fonder le politique sur une théorie scientifique est toujours ambiguë, et singulièrement lorsqu'il s'agit d'auto-organisation. Comme l'écrivent Dumouchel et Dupuy : «... l'idée vague d'autonomie, conçue comme indépendance, absence de médiation et rapports sociaux fusionnels (est) au fond

tout le contraire de ce que les théories de l'auto-organisation enseignent par leurs aspects **formels**». Il n'y a pas d'autonomie sans hétéronomie ou, en d'autres termes, d'organisation ou de système sans un agent extérieur qui les fait exister. Tel est le paradoxe sur lequel toute la pensée politique moderne a buté, et qu'il s'agit maintenant de prendre en considération.

L'importance, quantitative et qualitative, des travaux du colloque de Cerisy interdit le résumé : il faut s'y plonger, résolument. Les lecteurs qui seraient rebutés par les formules mathématiques et par les exposés à caractère très directement scientifique iront tout droit - après avoir lu l'excellente «ouverture» de Jean-Pierre Dupuy et Paul Dumouchel - aux analyses qui leur sont déjà plus familières, s'ils lisent régulièrement «Royaliste» : l'exposé sur «Mimétisme et autonomie» de P. Dumouchel, celui de J.-P. Dupuy sur «L'auto-organisation du social dans la pensée libérale et économique», l'analyse, faite par René Girard, de la «Danse de Salomé» et, bien sûr, le grand débat entre Cornélius Castoriadis et René Girard sur «la contingence dans les affaires humaines» - sans oublier les réflexions de Pierre Rosanvallon sur la formation et la désintégration de la galaxie «auto».

Autant de contributions capitales à une réflexion politique et sociale qui, désormais libérée de tout dogmatisme, se renouvelle et s'affine rapidement.

Yves LANDEVENNEC

Colloque de Cerisy, juin 1981 -L'auto-organisation. De la physique au politique- Ed. du Seuil, 592 pages. Prix franco : 190 F.

On aime ou on n'aime pas Maria-Antonietta Macciocchi. Il est difficile de la rencontrer, dans la vie ou par l'écrit, et de rester indifférent. Figure multiple, pétulante, absolue, virevoltante, résumant à elle-seule et à vitesse du son les itinéraires de l'intelligentsia franco-italienne. Il paraît que l'autre jour à «Apostrophes», elle passa un très mauvais moment, lorsque Simon Leys lui rappela sa ferveur maoïste d'antan : «*Je n'ai jamais de regrets*, nous disait Sollers à propos de la même affaire, cette fameuse fièvre d'il y a quinze ans, *je n'ai que des remords.*» Maria-Antonietta a-t-elle des remords ? Son étonnante autobiographie ne m'en donne pas le sentiment. Ce qu'elle a vécu, souffert, milité, enseigné semblerait à la limite trace friable de son étrave dans l'histoire. Sans doute le destin exigeait-il qu'elle passât par tous ces chemins. Sa «différence», sa «performance», c'était son tempérament, son évidente sincérité. Sartre aurait dit son authenticité.

Je me trompe peut-être, mais mon impression est que MAM n'est guère disposée aux mea-culpa. Seule la lucidité doit lui importer. Après tout, le marxisme, le PCI de Togliatti et de Longo, Mao, Sartre et Althusser dessinaient pour elles des lieux de passage obligés, incontournables. Dès lors qu'elle avait tourné le dos au catholicisme typiquement italien de sa mère, elle était vouée à la Révolution. Elle s'y engagea de toute son âme. Après une adolescence où la lutte contre le fascisme agonisant lui révéla sa vocation de militante communiste, la voilà telle qu'elle n'a cessé d'être, inflexible, acharnée, et même admirable dans son dévouement. Ambitieuse, non sans une certaine forme de droiture, toujours justifiée ou se justifiant par sa générosité. De la lutte contre la misère noire de Naples après la Libération à la mission d'aide au Cambodge martyrisé par Pol Pot, comment ne pas reconnaître une charité effective ? Jusque dans ses errements, elle pourrait plaider l'intention droite.

Femme, elle avait les moyens de se défendre dans un monde d'hommes, celui de la politique. Impitoyablement éveillée, rebelle à l'appareil, sa carrière est ballotée au gré de ses disgrâces et de ses révoltes. Comme elle observe ! Partout où elle passe, portraitiste redoutable, habile à démasquer les vices, les petites gens. Au terme elle est libérée par la dissolution de ses dogmes, pour une mystérieuse et succincte méditation sur Jérusalem et Rome ! «*J'avais compris que cette religion née là où soufflait l'Esprit avait pu s'humaniser à Rome seulement.*» Nous n'en saurons pas plus, sinon qu'une sorte de sagesse née de l'expérience du temps et de l'horreur a bouleversé son regard : «*Il y a en moi un net refus de ce que je nomme sinistritas, cette conception axiale de la politique qui prévoit une droite et une gauche, entendues comme blocs compacts et séculièrement opposés. Toute équation politique se brise en mille morceaux contre l'uniformité du massacre, sorte de quadrilatère expérimental de la mort, qui projette sur notre planète son ombre lugubre, avec une ponctualité obsédante.*»

Que devient, jugée à cette aune là, l'aventure maoïste ? Il est dur de renier son œuvre. Maria-Antonietta a trop souffert de l'autocritique communiste, celle qui lui fut infligée par l'admirable P.C.I., ce parti que toute l'Europe en-

la fin d'une culture



par
Gérard
Leclerc

vie à l'Italie (un peu à cause de l'action effrénée de M.A.M.) et dont elle nous donne les minutes à peine croyables. Il fut un temps où l'on imaginait Macciocchi dure comme l'acier, d'une pureté révolutionnaire tranchante. J'ai le souvenir d'une soirée organisée à Beaubourg avec Sollers et Jambet. Ce dernier, auteur de «L'Ange», maoïste complètement repentant avait fustigé sa propre illusion, foulant aux pieds toute l'entreprise révolutionnaire marxiste, dénonçant l'imposture chinoise, témoignage des Broyelles à l'appui. Macciocchi était là. J'étais rentré en même temps qu'elle dans la salle bondée. Réagirait-elle ? Jambet s'attendait en tout cas à un éclat. Il ne se produisit pas. C'est peut-être que déjà en M.A.M. aussi une métamorphose se produisait, malgré son aversion proclamée dans la même période de la nouvelle philosophie et de la pensée mystique de Clavel.

Visiblement, malgré Jérusalem, le retour à la théologie opéré par Sollers et ses anciens amis de «Tel Quel» l'insupportent, de même leur admiration pour Jean-Paul II. Sur le pape M.A.M. ne paraît pas disposée à abandonner les solides préjugés de l'anticléricalisme italien, persuadée de la véracité infaillible des pires ragots de la presse de son pays sur le Vatican. C'est l'histoire du «Tue pape» qu'elle raconte imperturbablement (à moins qu'il ne s'agisse de sa part d'humour subtil !)... Le Tue pape «serait un personnage bien réel, évidemment personnage

très occulte, élu comme l'ange gardien invisible de chaque pape, dont il pèserait les actes et la conscience». Avec le Tue pape la mort de Jean-Paul I devient lumineuse. Il déraisonnait le pauvre homme !

Heureusement, dans l'expérience de la militante et de la journaliste, il y a infiniment plus sérieux à retenir - sur le parti communiste italien déjà nommé, sur le nôtre aussi. Elle connaît vraiment trop les choses pour qu'on ne la suive pas à la lettre ; ainsi lorsqu'elle écrit à propos de Berlinguer dont elle fait l'impitoyable portrait : «*Berlinguer contre l'ours russe, contre ce Brejnev qui se couvre le poitrail de médailles jusqu'au bas ventre, c'est la pointe humaine, la plus raffinée, la plus civique d'un Est de gel qui est en train d'encercler notre Ouest.*». Elle est une des rares députés européens à ne pas se laisser impressionner par les déclarations antisoviétiques du secrétaire général pourtant applaudi par toute la droite.

La presse a fait largement échos aux pages sur la maladie de Waldeck Rochet. J'ai été plus impressionné par les paroles qu'elle rapporte de l'homme qui va quitter la scène politique que par ce qu'elle paraît sous-entendre. Waldeck que Fajon accuse de folie vient simplement de prendre conscience de l'abîme, c'est-à-dire de la vraie nature de l'entreprise soviétique. Il y a vraiment de quoi devenir fou.

L'autobiographie de M.A.M. (presque 600 pages !) fourmille de souvenirs, d'images, de «photos» qui sous l'effet de la mémoire s'animent prodigieusement. Grâce à son témoignage souvent drôle, cocasse, on comprend infiniment mieux les rouages, les habitudes et du même coup la vraie nature de certains organismes. Sur quelques personnages de premier plan, Sartre, Althusser, Moravia, Malaparte, ses souvenirs sont même quasiment essentiels. Sur Simone de Beauvoir, quelques pages d'une drôlerie irrésistible, d'autant plus cruelle qu'elles retranscrivent le mot à mot d'un crépage de chignons entre deux féministes, en présence d'un Sartre géné, qui tente d'absorber quelques gorgées de ce vin blanc qu'«il aime tant le pauvre vieux». Je ne sais s'il faut préférer Simone grandeur nature au récit désopilant de l'expédition d'un commando féministe parisien chez Khomeini.

Mais pour en revenir à Simon Leys impitoyable procureur, trop bien armé pour la condamnation, «Mille ans de bonheur» constitue tout de même une bonne défense. Récit des illusions démasquées et surtout de l'échec de tant d'intellectuels piégés, avec en bout de course, la dissolution des Ecoles, le destin d'Althusser avec son étrange discours de Terni : «Le socialisme c'est de la merde...» et ses conseils pour l'avenir. «*Penser différemment, agir différemment, s'organiser en formes non organisées, s'unir avec tous ceux qui croient authentiquement en quelque chose, avec les catholiques quand ils prient, avec tous les esprits religieux et les religieux tout court s'ils ne mentent pas.*» Discours fou lui aussi bien sûr, qui signifiait la clôture d'une époque, la fin d'une culture.

Gérard LECLERC

Maria-Antonietta Macciocchi -Deux mille ans de Bonheur- Grasset. Prix franco : 130 F.

les prédestinés à la liberté

Jean-Loup Bernanos a récemment rassemblé dans un petit ouvrage intitulé «Les Prédestinés» des textes courts, peu connus, écrits manifestement dans le sentiment de quelque urgence dont l'auteur dès «Grands Cimetières» a toujours été animé.

Bernanos n'appartient pas à l'espèce tranquille pour laquelle la liberté est déférence et non action, il sait que l'amour empresse et que la charité oblige à une exigence sans mesure. On comprend pourquoi «Les Prédestinés» nous parlent des enfants et des saints, ils ont tous deux le goût acharné de l'urgence. Les premiers éprouvent l'immensité de la vie qu'ils découvrent inlassablement, les seconds l'immensité de l'amour qui les laisse inquiets, à savoir sans repos. Nous vieillissons psychologiquement si j'ose dire, et spirituellement lorsque nous capitulons de l'urgence, quand nous prenons du temps. Ce qui revient à le laisser passer, à se distraire et à perdre conscience, car il n'y a de conscience de soi que dans l'urgence d'une destination, d'une vocation aurait dit Bernanos. Une œuvre attend la décision de chacun d'entre nous et qui n'autorise pas le relâchement. Si l'agitation fiévreuse du monde dont l'autre nom est oisiveté peut troubler, l'exemple des saints rappelle le devoir d'adhérer au temps, de le faire et non de s'y faire et de dire avec Bernanos *«nous tenons le temporel à pleines mains, nous tenons à pleines mains le Royaume temporel de Dieu (...) notre cœur est avec les gens de l'avant.»* Comme l'enfant qui ne prend aucun recul sur l'existence, qui y est immergé, le saint éprouve la réalité présente, s'en soucie plus que tous les politiques, dans sa solitude est vraiment moderne : *«on voudrait que les saints fussent des vieillards, pleins d'expérience et de politique et la plupart sont des enfants. Or l'enfance est seule contre tous(...)»*

Ce petit livre des «Prédestinés» est en effet une méditation sur la sainteté. Une phrase revient sans cesse, telle une obsession, telle une vérité que l'auteur entend à tout prix nous faire partager : «L'Eglise est l'église des saints». Le sujet est peu à la mode, l'idée de sainteté a quelque odeur sulpicienne et rappelle les pauvres statues de plâtre de nos paroisses. Et pourtant, que serait le christianisme sans ces figures exemplaires que furent Jeanne d'Arc, Dominique, le Piovarello d'Assise, Vincent de Paul et la petite Thérèse à «l'incompréhensible sourire»? Que savons-nous d'eux? Si peu. La vie

des saints est un genre littéraire que, depuis la Légende Dorée, Henri Pourrat et Bernanos lui-même, nous avons délaissé. C'est que disparaissent autant la vertu d'émerveillement que le souci de l'homme. L'homme n'étonne pas, il lasse, il fatigue. Or, en négligeant la vie des saints nous perdons toute chance de retrouver cette passion pour l'homme qui provoque les philosophes et les littératures. La vie des saints est traversée par un élan, une force, un mouvement renouvelé où la foi est incomparablement éloignée d'une existence abritée et où l'homme est invité à sortir du champ étroit de la répétition : «si la sainteté déroule une histoire ce serait plutôt comme une succession où tout moment est unique.» C'est pourquoi en leur temps, les saints bousculent et gênent l'inertie des institutions. Comme Jeanne d'Arc, ils sont parfois fichus à la porte, nous rappelle Bernanos.

Que serait le christianisme sans les saints avons-nous dit, mais quel visage prendrait l'humanité sans l'exemple de leur vie? Car enfin, la radicalité de leur engagement, la résolution de leur décision expriment nettement l'essence de la liberté; par eux, elle est miracle inquiétant que nous ne pouvons penser sans que la vue de sa grandeur n'ouvre sur la certitude d'un énorme risque. La grandeur de la liberté se tire de son risque et réciproquement. Le saint risque tout, il s'engage et donne tout. Et la condition humaine s'y révèle, elle qui n'est liberté que pour tout offrir. «S'engager tout entier... Vous le savez, la plupart d'entre nous n'engagent dans la vie qu'une faible part, une part ridiculement petite de leur être (...) un saint engage totalement son âme.»

Une réflexion sur la sainteté, qu'elle présente la forme d'une biographie ou celle d'une méditation, se prolonge en une réflexion sur la liberté, elle y conduit naturellement, plus encore, elle en est le terreau indispensable. Sans la présence des saints, leur souvenir et leur amitié, la passion de la liberté s'use et sombre dans un amère abandon. Le scénario est classique. L'histoire humaine est en cela un immense cimetière de la liberté. Un des aspects inquié-

tants de la liberté est le risque de capituler d'elle. L'homme commence par s'enflammer pour elle, il prononce son nom comme il prononce celui de bonheur et de félicité, pour la rejeter honteusement un jour dans le panier des espérances juvéniles que le réalisme adulte aura vite fait d'oublier. Si Bernanos fut mille fois tenté par son démon du «à quoi bon!» - tentation bien trop humaine - si la passion de la liberté ne s'émousse pas c'est que le visage et l'exemple des saints l'habitaient.

C'est aussi le mystère des êtres, l'histoire complexe de leur existence qui évita à Bernanos de consommer la perpétuelle possibilité du désespoir. L'étonnement tient toujours lieu d'espérance, il empêche l'extension du moi, son grossissement; il oblige le sujet à s'oublier en orientant le regard vers l'autre que soi. En revanche le désespoir correspond à un mouvement définitif de retour sur soi, on entre en soi pour ne plus en sortir. Les colères, les émotions de Bernanos résultent de cette passion pour l'histoire humaine, un souci étonné des risques encourus, ceux, par exemple, des grandes destinées où celui qui défait pouvait, mieux que quiconque, faire et construire, où celui qui insulte pouvait, mieux que personne, sanctifier son Créateur. Mystère de la liberté qui enthousiasme autant qu'elle insurge, mystère de Martin Luther qui, comme tout hérésiarque, ravage l'Eglise alors qu'il aurait pu en devenir la gloire.



Georges Bernanos

Quelle heureuse idée de terminer cet ouvrage des «Prédestinés» par ce texte court et malheureusement inachevé où Bernanos met toute son âme d'écrivain et de chrétien et qui généreusement s'intitule «Frère Martin»! Qui ne connaît aucunement Bernanos pourrait y découvrir non seulement un art d'écrire remarquable mais un sens aigu de la solidarité humaine dont toute sa littérature procède. Il y a là, par cette réflexion sur le réformateur Luther, une lumineuse méditation sur l'Eglise.

Les «Prédestinés» traduisent nettement la personnalité de Bernanos, jamais cachée dans ses œuvres mais ici plus apparente encore; Bernanos est un homme que rien n'habituait, que l'enthousiasme transporte et dont tous les emportements, louanges ou blâmes, proviennent d'une seule source, la passion pour l'homme que l'amour de Dieu rend sans mesure et qu'une fidélité inconditionnée à l'Eglise enracine dans la vérité et l'humilité. Fidélité qui explique une si parfaite clairvoyance à son égard, vérifiée dans de pareilles formules : «L'Eglise est le scandale des esprits forts, la déception des esprits faibles, l'épreuve et la consolation des âmes intérieures qui ne cherchent que Moi (le Christ)». C'est la plus belle définition de l'Eglise que je connaisse...

Philippe CURNARIE

Georges Bernanos -Les Prédestinés-
Ed. du Seuil. Prix franco : 22 F.

déclaration du conseil national de la n.a.r.

Réuni les 10 et 11 juin 1983 à Paris le **Conseil National de la Nouvelle Action Royaliste** :

- constate que les choix de mars 1983 constituent un bouleversement de la politique esquissée pendant deux ans par le pouvoir socialiste, que la N.A.R. avait soutenue non sans exprimer ses critiques, ses réserves et ses inquiétudes.

- déplore que la composition du nouveau gouvernement, loin d'exprimer l'ouverture nécessaire après la dure leçon des élections municipales, ait signifié, de la part de la gauche, une volonté d'enfermement manifeste.

- désapprouve totalement le nouveau plan économique qui se situe dans la ligne inverse de celle qu'il fallait choisir : choix d'une dévaluation faible, au lieu d'une politique monétaire courageuse; d'une compression de la demande, au lieu d'une action sur les causes structurelles de l'inflation; d'une soumission à la prétendue communauté européenne au lieu d'une stratégie de l'indépendance et de la reconquête du marché national.

- exprime son inquiétude quant aux hésitations de la politique étrangère de la France qui se sont notamment révélées à Williamsburg.

La dégradation rapide du climat politique et social montre que le Pouvoir, loin d'accomplir la «révolution tranquille» annoncée, a gâché, par suffisance et par incompétence, les chances d'un véritable changement, et achève aujourd'hui de ruiner le grand espoir du 10 mai 1981.

les mercredis de la n.a.r.

Nos conférences des «Mercredis de la NAR», à Paris, sont maintenant terminées jusqu'en octobre prochain. Il est impossible de dire en quelques lignes la richesse, la variété, l'intérêt des sujets traités au cours des trente quatre réunions tenues cette année. Il serait encore plus vain de vouloir résumer ce que furent ces rencontres et ces débats toujours caractérisés par l'esprit de dialogue coutumier à la N.A.R. «carrefour presque obligé du débat intellectuel» comme nous le disait récemment René Girard. Il est en revanche possible de dresser la liste - impressionnante - de nos invités de cette année.

Par ordre d'entrée en scène : Vladimir Volkoff, Jean-Luc Marion, Jean-Marie Benoist, Paul et Pierrette Girault de Coursac, Paul-Marie Couteaux, Marco Markovic, André Frossard, Jean-Michel Quatrepoint, Paul Thorez, Jean-Michel Oughourlian, Philippe de Saint Robert, Michel Clouscard, général Pierre Gallois, Jean-Pierre

Dupuy, Patrick Meney, Bernard Brigouleix, Jean-Marie Domenach, Jean-Pierre Péroncel-Hugoz, Michel Cazenave, Philippe Boucher, Philippe Sollers, Jean Bothorel, professeur Jean Richard, Jean-Loup Bernanos. Cela sans compter bien sûr les orateurs «maison» qui se sont partagé une dizaine de conférences.

Signalons enfin que nombreux parmi nos invités ont été également ceux de Bernard Pivot à «Apostrophes» et qu'un certain nombre des ouvrages qu'ils nous ont présentés ont été distingués cette année par des prix littéraires.

Saison achevée, disions-nous, mais déjà nous pensons à la rentrée. Pour ne pas manquer nos «mercredis» désormais, demandez à en recevoir le programme : il ne sera envoyé régulièrement qu'aux personnes en ayant fait la **demande expresse**.

Y.A.

SESSION DES ETUDIANTS ET LYCÉENS

La session qui se tiendra les 2 et 3 juillet est ouverte à tous les lycéens et étudiants, qu'ils soient adhérents ou simples sympathisants. Elle se tiendra aux environs d'Orléans. Prix 65 F, comprenant une nuit, trois repas et un petit déjeuner. Un minibus partira de Paris le samedi matin très tôt. Participation aux frais (aller/retour) : 95 F. Il est encore temps de s'inscrire, mais il faut le faire de toute urgence en téléphonant au journal (297.42.57).

«Dix ans de combat pour la monarchie», une plaquette d'explication à diffuser largement dans notre public. Prix franco : 1 ex. : 4 F - 5 ex. : 10 F - 10 ex. : 18 F - 25 ex. : 26 F. Règlement à l'ordre de «Royaliste» CCP 18 104 06 N Paris.

AVIS A NOS ABONNÉS ET LECTEURS

Comme chaque année, «Royaliste» va suspendre sa parution pendant l'été. Notre prochain numéro (qui paraîtra le 7 juillet) sera notre «spécial vacances» qui restera en vente dans les kiosques jusqu'à la reprise de notre parution normale en septembre.

Spécialement conçu pour faire connaître notre mouvement et notre journal, ce numéro exceptionnel doit faire l'objet d'une diffusion très massive. Pour cela il sera mis en vente dans tous les kiosques des régions de villégiature et des villes balnéaires. De plus nous souhaitons que tous nos amis fassent un effort important à cette occasion en prenant en charge un certain nombre d'exemplaires afin de les diffuser autour d'eux. Nous vous demandons de passer vos commandes rapidement afin que nous puissions ajuster le tirage de manière satisfaisante.

Tarif : 5 ex. : 25 F - 10 ex. : 40 F - 20 ex. : 70 F - 50 ex. : 150 F.

LE SOUVENIR DE GEORGES BERNANOS

Comme chaque année une messe sera dite à la mémoire de Georges et Jeanne Bernanos et de leurs enfants le jeudi 23 juin à 19 h. Cette messe à laquelle la famille et les amis de l'écrivain vous invitent à participer, ou à vous unir d'intention, sera célébrée par Mgr Pézeril en l'église Saint-Germain l'Auxerrois, place du Louvre.

aidez la NAR en apportant votre adhésion.



royaliste ♦

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 297.42.57.
CCP Royaliste 18 104 06 N Paris

Changement d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais.

Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal.

Directeur de la publication : Y. Aumont
imprimé en France - Diffusion NMPP
N° de commission paritaire 51700.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (40 F), 6 mois (75 F), un an (130 F), de soutien (250 F)*
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

crise de confiance

«Les socialistes sont comme les deux Dupond(t) : quand ils roulent dans le désert, il suffit qu'il y ait un palmier pour qu'ils rentrent dedans», me disait un ami. Hélas, les palmiers sont particulièrement nombreux ces temps-ci : de la conférence de Williamsburg aux manifestations policières, sans oublier la lamentable affaire des Irlandais de Vincennes, ce ne sont que fautes de conduite, erreur d'appréciation et cafouillages en tous genres.

Ensuite, il s'agit de réparer. Telle était l'intention du Président de la République, lors de l'entretien télévisé du 8 juin dernier. Intervention nécessaire, urgente tant la confiance était atteinte, mais finalement manquée. La bonne volonté ne faisait pas défaut, ni même la volonté tout court. Mais la réussite était sans doute hors de portée parce que nous sommes, déjà, dans une situation qui exige autre chose que des paroles.

Le Président devine-t-il cet état de fait ? Sa curieuse attitude hiératique, au début de l'émission, semblait indiquer que l'Etat qu'il incarne entend et comprend les cris de colère et les manifestations d'inquiétude, sans être désormais capable d'une action salvatrice.

— Certes, un discours sur l'autorité de l'Etat a été prononcé, suivi de sanctions dans la police. Simple colmatage d'une brèche dangereuse, qui ne rassure pas quant à la simple capacité du pouvoir à maîtriser les mécanismes administratifs et à faire appliquer ses décisions : trop de frondes - celle de certains diplomates récemment - trop de décisions rapportées ou enterrées, montrent que l'Elysée ne parvient pas à traduire dans les actes la politique qu'il entend mener.

— Certes, la politique de rigueur a été justifiée, mais d'une manière trop formelle pour emporter l'adhésion. Plutôt que de convaincre, le souci principal du Président semble avoir été de se justifier à ses propres yeux, de rétablir la cohérence du discours tenu depuis mai 1981, malgré le retournement de mars dernier. Mais comment oublier que le Président de la République a failli choisir une politique économique toute différente après



par
bertrand
renouvin

les élections municipales ? Comment ne pas voir que cette autre politique demeure possible et nécessaire ?

— Certes, le souci de justice sociale a été une nouvelle fois exprimé, et le Président a clairement dit que la politique de rigueur ne saurait l'en détourner. Les deux exigences sont pourtant inconciliables, M. Delors ayant lui-même reconnu que son plan se traduirait par une augmentation du chômage - ce que les sombres prévisions établies par l'INSEE viennent confirmer.

UNE SITUATION TRAGIQUE

Somme toute, le Président de la République n'a pas réussi à calmer les inquiétudes, encore moins à susciter l'élan qu'il voudrait bien créer. Ceux qui n'ont cessé de répéter que tout cela finirait mal se frotteront les mains : nous ne nous réjouissons pas avec eux d'assister à l'effondrement d'un projet qui avait sa valeur. L'échec de la politique de changement n'est pas seulement celui du chef de l'Etat et du gouvernement : il est le signe, presque désespérant, d'une incapacité du milieu politique et de la société civile à se transformer. Echec du Parti socialiste, qui aurait du inventer un nouveau mode de présence dans la vie publique. Echec des syndicats, face à la

montée des corporatismes. Mais aussi échec collectif d'une société qui est incapable de vivre la décentralisation esquissée, incapable de concevoir, par elle-même, une nouvelle forme de développement économique, et qui résiste de plus en plus mal à ses pulsions racistes et à ses phantasmes sécuritaires.

D'où la situation, vraiment tragique, d'un Président confronté à toutes sortes de fatalités : fatalité de la division politicienne, qui s'est encore aggravée malgré ses appels à l'unité; fatalité de la guerre économique, à laquelle nous ne savons pas résister; fatalité de la désintégration de la société française, qui rend dérisoire l'appel à l'effort commun. Pour surmonter ces logiques infernales, il faudrait que le Président de la République manifeste une volonté et un esprit de décision exceptionnels, reconquière son autorité (non celle du père fouettard mais celle qui dit le sens de l'œuvre à accomplir) et se mette en situation d'arbitre au dessus des factions.

Nous assistons au contraire au triste spectacle de l'indécision, de la contradiction interne et de l'enfermement dans la logique partisane. Le Président ne peut avoir la confiance de la nation s'il tombe dans les pièges grossiers de Reagan, même s'il vient nous jurer, bien tard, qu'on ne l'y reprendra plus. Il ne peut être arbitre s'il continue de composer son gouvernement en fonction des tendances du parti socialiste. Il ne peut redresser la situation économique s'il s'incline devant les dogmes libéraux, s'il accepte de se soumettre à la loi de l'impérialisme. Il ne peut redonner l'espoir s'il n'a pas confiance en lui-même.

Chaque mois qui passe accentue la dérive. Chaque projet différé creuse nos déficits et accroît le découragement. Chaque réforme manquée compromet notre avenir. Dans une société éclatée, que les partis déchirent, seul le chef de l'Etat peut encore être l'artisan d'un sursaut. Il lui reste l'été pour réfléchir, afin de donner au pays le projet et les moyens nécessaires à sa renaissance.

Bertrand RENOUVIN